

COMMUNICATION PRÉSENTÉE À LA
CONFÉRENCE DU PNUD
BUCAREST (ROUMANIE)
4 AU 6 SEPTEMBRE 1992

LA VISION DÉSINTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT GLOBAL

*par Keith A. Bezanson
Président*

*Centre de recherches pour le développement international
Ottawa (Canada)*

Dans moins de trois ans, nous marquerons le 50^e anniversaire de la défaite d'Hitler et de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Durant ce demi-siècle, tandis que le monde rivalisait sur le terrain de la guerre froide, l'idée du développement international orientait les relations Nord-Sud et leur donnait une assise intellectuelle. Et pourtant cette idée et l'élan qui l'a nourrie et portée sont aujourd'hui en péril. Les pays les plus démunis, et notamment ceux d'Afrique, croient à l'abandon, voire à la trahison internationale, et s'en alarment. Quant aux travailleurs de l'aide internationale, le découragement les gagne à la pensée de devoir faire beaucoup, beaucoup plus avec beaucoup, beaucoup moins.

Pourquoi le concept de développement global est-il en si grande difficulté? Ne traduit-il plus la vision qui a, depuis presque cinquante ans, inspiré l'élan de la communauté internationale? Dans ma brève intervention, je tenterai de replacer dans le contexte l'idée de développement et d'offrir une explication des raisons qui sont à l'origine d'un quasi-effondrement.

Il ne fait aucun doute que le développement, tel qu'il a été conçu dans l'après-guerre a rompu avec le passé et a constitué une idée révolutionnaire. Il a corrigé l'opinion qu'il ne peut y avoir de comparaison possible entre les sociétés du Sud et du Nord et les a situées dans un continuum de pays plus ou moins avancés par rapport aux critères du monde industrialisé. La notion de développement donnait acte de la pauvreté des sociétés du Tiers-Monde et préconisait des actions pour résoudre ce problème. Plus complexe en réalité, elle comprenait :

- une composante économique qui par un ensemble d'instruments financiers,



APR 1
1994
F

techniques et politiques devait créer des conditions de vie plus justes sur le plan national et individuel;

- une composante politique et éthique selon laquelle la justice sociale sur une échelle mondiale était à la fois souhaitable et faisable, par la coopération entre les nations;

- une composante technique et géopolitique postulant que les ressources de la planète étaient inépuisables et que le progrès scientifique et technique assurerait leur disponibilité pour tous.

Pendant quatre décennies, la notion de développement a conforté l'opinion que le potentiel des pays démunis n'attendait que d'être mis en valeur. Et a forgé les termes « pays jeune » et « pays émergent ».

Une telle conviction est aujourd'hui mise à bas mais non pas parce les efforts de développement ont échoué lamentablement. Il est vrai que certains efforts, même issus d'applications d'un savoir de pointe, ont été mal dirigés et se sont soldés par des échecs cuisants, par naïveté quelquefois. Vrai encore que les années 1980 ont été non sans raison qualifiées de « décennie perdue » pour la cause du développement international. Enfin, un indice plus inquiétant est la baisse consécutive, pendant les deux premières années de cette décennie, du produit par habitant dans l'ensemble des pays en développement. C'est la première fois que la croissance réelle des pays en développement a été, globalement, négative et la Banque mondiale n'avait jamais enregistré, dans les statistiques qu'elle tient depuis un peu plus de 25 ans, une telle décroissance.

Il n'en demeure pas moins que, dans l'ensemble, les pays en développement ont réalisé des gains appréciables, de 1960 à 1980. La croissance de leur produit intérieur brut a, par exemple, dépassé celle du Nord industriel. Il y eut aussi des gains sans précédent aux chapitres de l'alphabétisation, de la nutrition, de l'espérance de vie, de la mortalité infantile et de la production agricole. Ces données chronologiques attestent également de la rapidité à laquelle le développement, mesuré par le produit par tête, peut survenir. Selon les calculs de la Banque mondiale, le Royaume-Uni a eu besoin de cinquante-huit ans (à partir de 1780) pour doubler son produit par habitant. Les États-Unis ont accompli ce parcours en quarante-sept ans, à partir de 1839. Le Japon faisait de même en trente-quatre ans, à compter de 1880. Dans la période après 1945, le Brésil a réussi cette performance en dix-huit ans, l'Indonésie en dix-sept ans, la Corée en onze ans et la Chine en dix.

Malgré l'opinion courante, la notion de développement est donc en très mauvaise posture non pas à cause de l'échec du travail entrepris jusqu'à ce jour mais pour d'autres raisons.

Déjà en 1969 (à l'apex de celles que l'on pourrait définir de « bonnes années » du développement), le rapport Pearson parlait d'un réflexe de « lassitude » et du déclin de la volonté publique et politique d'appuyer la notion de développement. Dix ans plus tard, en 1980, le rapport Brandt exprima son inquiétude au sujet de ce fléchissement de l'aide et démontra, analyses à l'appui, qu'il était dans l'intérêt du Nord de favoriser un développement équitable et durable du monde Sud. Le contexte mondial et le cadre du développement que Pearson examinait à la fin des années 1960 et que Brandt réexamina dix ans plus tard n'étaient pas identiques mais se ressemblaient plus qu'ils ne différaient. Ce fut dans la décennie qui a suivi la publication du rapport Brandt que survinrent des transformations radicales accompagnées d'une discontinuité dans l'économie mondiale et la situation géopolitique du globe.

Les caractéristiques ondoyantes de ces changements et courants discontinus ne saurait s'expliquer en quelques mots. Alvin Toffler parle d'une « Troisième Vague » en se référant au déclenchement de forces révolutionnaires d'une ampleur égale seulement par les révolutions agraire et industrielle. Ce sont ces nouvelles forces qui mettent en cause les idées et les concepts qui nous ont soutenus pendant maintes générations; la notion de développement qui a germé dans l'après-guerre n'est que captive de ces mêmes forces.

La notion même de développement des nations est parvenue à un stade - surtout par effet des transformations accélérées survenues dans ces dernières années - qui est à des années-lumière de la conception qu'en avaient les architectes de l'ordre d'après-guerre. Beaucoup de ferveur intellectuelle subsiste néanmoins, dans la tentative de prendre en compte la nouvelle donne, pour l'intégrer à l'ancienne idée du développement international, d'une part et au concept voulant que l'humanité soit susceptible d'une amélioration constante et infinie. Nouveau vin et vieilles outres? Le nouveau contexte comporte, entre autres, les éléments suivants :

- ◆ **Une modification radicale du contexte politique.** Nos systèmes politiques et l'état de nos réflexions sur la gestion des forces économiques, écologiques et sociales se fondent sur le concept d'État-nation, mais les entités supranationales et transnationales sapent la capacité de l'État - spécialement s'il est pauvre et vulnérable - à maîtriser ces phénomènes.
- ◆ **La croissance explosive de la demande sociale dans les régions en développement.** Le monde comprend tardivement que l'écosystème

planétaire est limité et qu'il ne peut donc supporter indéfiniment les pressions de la croissance démographique et une expansion désordonnée.

- ◆ **La « mondialisation » de l'économie.** Les États-nations découvrent leur impuissance croissante à répartir les avantages sociaux et à orienter le bien-être économique de leurs citoyens. Les marchés financiers sont devenus de plus en plus indépendants de la production et de la distribution de biens et services. Bien que ces changements puissent présenter vraisemblablement de nouvelles occasions d'essor pour certains pays en développement, ils font également surgir de nouveaux obstacles qui seront d'autant plus difficiles à franchir qu'ils exigeront des ajustements douloureux, des spécialistes de haut niveau et des gestionnaires capables. Beaucoup de régions, parmi les plus démunies de la Terre, ne possèdent tout simplement pas les institutions, les ressources humaines ou la flexibilité financière qui leur permettraient de procéder à ces ajustements.
- ◆ **La nature et les tendances du commerce international.** Le commerce international a délaissé les matières premières (qu'exportaient surtout les pays en développement) en faveur des services de haute technologie et des produits transformés (exportations typiques des pays industrialisés). De puissants blocs commerciaux se forment rapidement et ont des effets économiques importants sur le plan mondial.
- ◆ **Le changement technologique et l'émergence de technologies entièrement nouvelles,** notamment dans les domaines de la micro-électronique, de la biotechnologie et des matériaux nouveaux, modifient rapidement le fonctionnement du marché mondial tel qu'il s'était configuré depuis 1945. Les individus, les groupes et les nations qui ont part active à la création et aux échanges de ces nouvelles technologies progresseront dans le nouvel ordre naissant; ceux qui accumulent des retards seront de plus en plus marginalisés. Le risque de marginalisation est particulièrement grave pour les pays les plus démunis.
- ◆ **La modification des échelles de valeurs sur le plan social et culturel,** qui se manifeste par l'apparition d'une culture populaire calquée sur les modèles occidentaux axés sur la consommation, la dégradation des liens

familiaux et communautaires ainsi que la perte des points de repère spirituels et idéologiques traditionnels.

Dans un article récent, Wolfgang Sachs examine l'évolution, les changements et le contexte actuel influant sur la notion de développement. Il conclut que :

...« l'idée de développement se dresse comme une ruine dans un paysage intellectuel, ses ombres obscurcissant la vision. »

Que l'on soit ou non d'accord avec l'acérbe réquisitoire de Sachs, il ne fait aucun doute que la notion de développement définissant les relations Nord-Sud selon un cadre conceptuel ancien d'un demi-siècle est sérieusement menacée. Les sondages d'opinion dans les pays industrialisés du Nord montrent qu'un nombre toujours décroissant de citoyens attachent encore une importance ou donnent priorité au développement tel qu'il a été conçu et appliqué pendant plus de cinq décennies.

Triste ironie du sort que de constater que l'idée du développement est condamnée à descendre les mêmes marches qui, selon les fondateurs des Nations Unies et des institutions issues de Bretton-Woods, devaient l'amener au succès. Ces architectes étaient inspirés par la vision d'un marché mondial où le jeu constructif de l'offre et de la demande remplacerait la violence et la menace dans la compétition entre les nations. Ce marché mondial entre, chaque jour davantage, dans les faits. Le capital, la technologie, les idées et l'information circulent dans le monde à la vitesse d'une impulsion électronique. La notion de développement conçoit que tous les pays s'orientent ou avancent sur une voie commune. Les conséquences de la mondialisation suggèrent que tel n'est pas le cas et qu'un abîme infranchissable sépare les régions matériellement les plus pauvres de la planète des super-économies internationalisées du Nord.

Mais force est d'admettre que les économies techniquement évoluées du Nord fonctionnent selon des modes de plus en plus indépendants des matières premières, de la main-d'oeuvre bon marché ou des denrées agricoles du Sud. En vérité, la réalité économique actuelle évolue de telle façon que le Nord n'a plus besoin du Sud comme il y a vingt-cinq ans. Le monde d'aujourd'hui n'est plus divisé entre communisme et capitalisme mais - pour citer encore une fois Alvin Toffler - le clivage passe entre les économies à évolution rapide et économies à évolution lente. À quelques exceptions près, les turbo-économies sont concentrées au Nord.

Pourtant, si les pays pauvres sont désarmés devant les mutations de notre temps,

au nombre desquelles nous comptons la mondialisation de l'économie, les pays nantis ne sont pas épargnés. Voilà ce que Sachs déclare :

« La crainte de tirer de l'arrière dans la course engagée est devenue le principal moteur de la politique au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Elle entraîne les pays en développement qui veulent à tout prix exporter dans la spirale de l'auto-exploitation, et les pays industrialisés au gaspillage et à une production effrénée. Les entreprises, mais aussi les États, se voient pris au piège d'une concurrence implacable... »

C'est là un climat fort éloigné de l'idée d'un développement rendu possible grâce à la coopération internationale!

Mais un autre changement est en train de se produire, plus important peut-être que la mondialisation du marché et ses effets immédiats sur la notion de développement. Depuis le XIX^e siècle, une des clefs de voûte de la pensée occidentale et de son échelle de valeurs a été la foi profonde dans le progrès scientifique et technique. Ce progrès a procuré aux pays industriels et notamment aux États-Unis, un haut niveau de vie et les architectes de l'ordre d'après-guerre croyaient qu'il se poursuivrait indéfiniment. C'est justement cette idée d'un progrès sans fin qui aujourd'hui s'estompe. La conviction, typiquement occidentale, que la prochaine génération atteindra et dépassera notre niveau de vie actuel (matériel, il s'entend) est désormais mise en doute.

La détérioration de notre espace vital ébranle encore davantage l'ethos occidental de l'incontournable progrès matériel. De fait, l'économie mondiale a déjà atteint et dépassé ses limites physiques. Nous polluons les nappes phréatiques et accentuons sans cesse l'érosion des sols, sans parler du déboisement et d'une pêche qui dépassent la capacité de régénération. Nous brûlons les combustibles fossiles non renouvelables sans nous soucier des solutions de remplacement et surchargeons notre écosystème au point que les habitants de la planète craignent le rayonnement du soleil par suite de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Face à ces réalités, un pan fondamental de l'ethos occidental, c'est-à-dire la foi dans un lien de nécessité entre le progrès scientifique et technique, d'une part, et le bien-être des habitants du globe, de l'autre, s'écroule. Encore une fois, dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'une vision lumineuse du développement humain éclate en morceaux.

Les changements récents survenus au Secrétariat des Nations Unies même illustrent,

de façon symptomatique, les bouleversements et les incertitudes de notre époque, au point que cette institution a été privée de la capacité de jouer un rôle de leadership en matière de mondialisation de l'économie. Cela s'est produit afin que l'ONU puisse dédier ses ressources à la cause de la paix et de la sécurité, qui sont dans presque tous les cas des questions réclamant des solutions à court terme. Le concept de sécurité - défini, bien sûr, du point de vue du Nord - a mobilisé attention et ressources et frustré l'espoir d'après-guerre en un ordre mondial juste et unificateur.

L'adage veut que les gens étouffent par manque d'imagination. Or, la vision qui a inspiré les efforts internationaux pendant plus de quarante ans est, comme tant d'autres espèces, menacée de disparition. Il ne s'agit pas d'une perte passagère d'intérêt ou d'un fléchissement de la volonté politique. Ce ne sont pas non plus les répercussions conjoncturelles d'une crise économique de brève durée dans le Nord industrialisé. C'est bel et bien l'idée même du développement qui disparaît de la scène internationale par suite des mutations et des ruptures qui caractérisent notre époque. C'est toute une partie de l'ethos occidental plus large de la foi dans le progrès scientifique et technique qui se désagrège, et avec lui le mythe d'une amélioration du niveau de vie des peuples et d'une domestication de la planète qui ne souffre aucune limite.

La décennie quatre-vingt-dix comporte une transition mondiale de proportions gigantesques. Selon Harvey Brooks, cela comportera :

«... une transition qui mènera soit à la catastrophe et à la désintégration sociale soit vers une société réconciliée avec la nature... qui maîtrise l'explosion démographique. »

L'issue est loin d'être assurée. La foi séculaire liant en un tout science, techniques et progrès humain s'est estompée. C'est pour cette raison qu'une vigilance extrême doit s'exercer si nous voulons édifier la nouvelle vision d'une société mondiale qui évolue sous le signe du développement rationnel et durable.